soient *justes*, cette argumentation, appliquée par analogie aux États, contient l'erreur et l'injustice à l'état d'agrandissement, si l'on peut dire: pas plus que les individus les États ne sont indépendants mais solidaires, donc à l'injustice grave du voisin peut s'opposer le témoin non intéressé, et l'on dira plus tard que l'Europe est qualifiée pour défendre l'Arménien massacré par le Turc; d'autre part, pas plus que les contrats entre particuliers les traités entre États ne sont au dessus du juste.

L'analogie entre les territoires et les patrimoines privés a conduit à des déductions non moins inadmissibles. Un territoire n'est pas une chose dans le commerce, il a une âme, si l'on peut dire, âme constituée par les vies humaines dont il est l'attache avec le monde matériel. Ce serait sacrifier ces vies, ce serait violer le domaine spirituel que de poser en principe que les territoires sont acquis, aliénés, tenus en gage, comme les choses qui sont dans le commerce.

C'est devenu une formule courante que l'occupation d'un territoire ennemi conférerait un gage au belligérant qui a pénétré chez son adversaire. En veut-on un exemple d'une poignante actualité? Qu'affirme la diplomatie allemande au sujet du territoire belge? Le point de départ, dit-elle, qui domine toute la question est que nous tenons solidement la Belgique et que nos ennemis, malgré leurs efforts inouïs, n'ont jamais pu nous l'enlever... Jusqu'à la solution de toutes les questions qui se rapportent à la paix, la Belgique, comme tous les autres territoires que nous avons conquis nous servira de gage.

Mais qui ne voit tout l'arbitraire de cette assimilation d'un territoire à un bien patrimonial, susceptible d'être gagé? Le patrimoine est séparable de la personne humaine, tandis que le territoire porte, liés à lui en quelque sorte, des éléments humains, des populations qu'on ne peut lui arracher sans les déporter, donc sans attenter à l'inviolabilité de la personne. La théorie du gage, transposée du droit privé au droit public a donc pour effet de faire peser une contrainte, non pas seulement sur des choses mais sur des personnes, sur un peuple entier.

D'ailleurs tout gage suppose une créance, sans laquelle il n'est qu'une voie de fait. Quelle créance pourrait invoquer contre son adversaire le belligérant qui ne serait qu'un injuste agresseur qui, suivant l'expression des théologiens, n'aurait pas juste cause de guerre? C'est lui en réalité qui devient débiteur, s'il envahit et occupe le territoire ennemi, et c'est lui qui, au rebours de toute vérité